

# Terres Mouvantes

## Une fin et un renouveau



**Pendant que Diomaye et Sonko se déchirent à Dakar, Wadagni frappe aux portes de l'AES.**

# Mardi 2 juin. Dakar. Sonko face aux journalistes. Il n'attaque pas. Il révèle.

DAKAR · 2 JUIN 2026 · CONFÉRENCE DE PRESSE

## « Le compagnonnage ne peut plus continuer »

Mardi 2 juin. Dakar. Je regarde Ousmane Sonko s'asseoir face aux journalistes. Pour quiconque vit et pense dans cette région, l'image est lourde. Il n'est plus Premier ministre depuis dix jours ; il préside l'Assemblée nationale depuis une semaine. On attendait l'estocade, l'attaque frontale. À la place, nous assistons à un dévoilement clinique, presque intime, de la mécanique du pouvoir.

« Il m'a dit qu'il estime que le compagnonnage ne peut plus continuer. » Le « il », c'est Bassirou Diomaye Faye. Le président. L'homme avec qui Sonko est sorti de prison le 14 mars 2024, porté par une ferveur populaire que nous pensions invincible. L'homme qu'il a fait élire dix jours plus tard.

En révélant qu'il avait lui-même proposé de céder le gouvernement pour le perchoir de l'Assemblée, une offre laissée sans réponse jusqu'à son limogeage du 26 mai, Sonko montre qu'il n'a pas été battu. Il a été réorganisé.

Mais pour nous qui subissons le quotidien de cette transition, le choc n'est pas là. Il est dans ce qu'il a étalé ensuite. La justice ? « Aucun accord. » La dette publique ? Aucun accord. Le pouvoir d'achat ? Aucun accord. La renégociation des contrats miniers et pétroliers ? Aucun accord. La reddition des comptes ? Aucun accord. Deux ans d'un pouvoir né des aspirations de notre jeunesse, et les deux têtes de l'État constatent qu'elles ne s'entendent sur rien. Sur rien de ce qui change la vie sur le terrain.

Pour le peuple qui attendait que le prix du riz brisé ou du litre d'huile baisse, ce n'est pas une dispute de palais. C'est le constat d'un échec, et il est charnel.

Le cœur du drame éclate lorsque Sonko révèle que Faye a refusé d'accorder des portefeuilles au Pastef dans la nouvelle équipe. Le président a tranché : le parti qui détient 130 députés sur 165, la force militante qui l'a hissé au sommet, est banni de l'exécutif. Ce n'est plus une querelle d'ego. C'est une rupture entre la légitimité électorale et l'appareil d'État.

*« Je lui ai facilité la tâche en lui disant que je vais le suivre. Je lui ai demandé s'il veut me limoger, il n'a qu'à assumer et le faire. »*

OUSMANE SONKO, 2 JUIN 2026

# À Dakar, le camp présidentiel vend un « gouvernement de technocrates ». Il suffit de lire les noms. Dans les cercles du pouvoir, on cite Macron. Le vrai miroir, c'est 1962.

PRIMATURE · NOMINATIONS · MAI 2026

## « Qu'il se limite aux chiffres » : les hommes d'avant

Pour le nouveau Premier ministre, Ahmadou Al Aminou Lô, Sonko a eu cette formule : « Qu'il se limite aux chiffres. Je l'ai entendu donner des leçons de morale. Nous savons qu'il a joué un rôle dans tout ce qui se passe actuellement. »

À Dakar, le camp présidentiel tente de nous vendre ce nouveau cap sous l'étiquette de « gouvernement de technocrates ». Le récit est bien huilé : on rationalise, on remplace le bruit des militants par le silence des compétences. Il suffit de lire les noms. Mouhamadou Makhtar Cissé, nommé à l'Intérieur. Qui appelle-t-on technocrate ? L'ancien directeur général des Douanes de Macky Sall, ancien ministre de l'Énergie, l'homme qui gérait les caisses et les secrets de l'ancien régime. Aujourd'hui, il contrôle la sécurité, le territoire et l'organisation des scrutins. Cheikh Diba aux Finances, Cheikh Niang aux Affaires étrangères : même trajectoire, purs produits du système Sall. Ce n'est pas la compétence qui supplante le militantisme. C'est un réseau qui en évince un autre. Esseulé, sans contrôle sur

l'appareil du Pastef, Faye s'en remet aux hommes d'avant. Parce que ce sont les seuls qui ont un intérêt vital à ce que son pouvoir tienne.

DAKAR · DIASPORA · MIMÉTISME

## Le murmure cynique et le spectre de 1962

On entend pourtant ici et là, dans les cercles proches de l'ancien régime à Dakar comme au sein d'une certaine diaspora, un murmure cynique. Ces esprits, nourris au mimétisme institutionnel, nous expliquent doctement que la loi sénégalaise est le clone de la loi française. Ils nous disent, presque pour s'en réjouir : « Regardez Macron. Il gouverne sans majorité depuis des années à coups de 49-3 et d'artifices constitutionnels. Si la France le fait, Faye n'a qu'à faire de même. Ça marche là-bas, ça marchera ici. »

# Le vrai miroir n'est pas à Paris. Il est dans notre propre histoire : décembre 1962. Senghor contre Dia. Faye contre Sonko.

HISTOIRE · 1962 · PARALLÈLE

## Le duel Senghor-Dia, version 2026

Quelle cécité. Ériger le naufrage démocratique français en modèle pour le Sénégal est déjà une insulte à l'intelligence. Mais plaquer une grille de lecture coloniale sur une crise qui vient de chez nous, c'est pire que de l'aveuglement. C'est un renoncement à se regarder soi-même.

Le vrai miroir, c'est décembre 1962. Ce que nous vivons en ce mois de juin 2026, c'est le duel Senghor-Dia qui se répète. L'exécutif à deux têtes où le théoricien de la rupture (Dia hier, Sonko aujourd'hui) se fait éjecter par celui qui détient la signature de l'État. Senghor contre Dia, Faye contre Sonko. Sauf qu'en 1962, la crise s'est réglée entre Sénégalais, à huis clos. Aujourd'hui, les émissaires du FMI attendent déjà sur le tarmac.



# Samedi 6 juin. Le Pastef sacre Sonko à l'unanimité. Le Trésor paie ses créanciers. Le FMI atterrit lundi.

DIAMNIADIO · TRÉSOR · 6 JUIN 2026

## 589 voix, zéro bulletin blanc, et le FMI qui arrive

Samedi 6 juin. Pendant que le Pastef se réunit en congrès à Diamniadio et sacre Sonko à l'unanimité, 589 voix et zéro bulletin blanc, le Trésor sénégalais décaisse en urgence 53,75 millions d'euros et 38,8 millions de dollars pour payer par anticipation ses coupons obligataires. Le lundi 8 juin, la mission du FMI atterrit à Dakar.

Ces deux choses ne sont pas parallèles. Elles s'emboîtent. Le congrès de Diamniadio et le meeting du Dakar Arena le 7 juin prouvent que Sonko n'est pas mort : il est consolidé. Mais consolidé dans l'opposition. Le parti qui porte la colère sociale et le rêve souverainiste est hors de l'exécutif. Et c'est ce divorce qui fait l'affaire des forces extérieures.

Le Sénégal doit honorer 5,8 milliards de dollars de dette sur trois ans, avec une dette publique qui frôle les 132 % du PIB. Le besoin de financement pour la seule année 2026 s'élève à 6 075 milliards FCFA. Le programme d'ajustement qui redémarre exige de faire grimper la pression fiscale de 19,3 % à 23,2 %.

Imposer cette thérapie avec Sonko à la Primate aura été un combat permanent. Lui

qui qualifiait les restructurations imposées de « honte » ne pouvait pas saborder sa base à l'approche de 2029. Avec un gouvernement de technocrates mené par Cheikh Diba, la négociation devient fluide pour les créanciers. Lô « se limite aux chiffres », Faye parle la langue de Washington, et le peuple sénégalais se retrouve pris en étau entre la crise politique au sommet et la rigueur financière à la base.

Pendant que Dakar offre au FMI un exécutif sans opposition, Cotonou, lui, court réparer ce que trois ans de rupture ont cassé.

# Vendredi 5 juin, Niamey. Le comité Bénin-Niger est installé. Quinze jours. La « diplomatie de voisinage » cache trois urgences.

NIAMEY · COTONOU · CORRIDOR

## Bénin : ce que la main tendue ne dit pas

Vendredi 5 juin, Niamey. Le Premier ministre nigérien Ali Mahaman Lamine Zeine installe le comité mixte d'experts Bénin-Niger. La presse officielle appelle ça le triomphe d'une « diplomatie de voisinage ». Sous les mots lisses, la réalité est plus prosaïque. Le Bénin ne tend pas la main à l'AES par élan panafricainiste. Il la tend parce que ses artères se vident.

D'abord le port de Cotonou. Depuis la fermeture des frontières en juillet 2023, le poumon économique du pays étouffe. Les 80 % du fret nigérien qui y transitaient ont fui vers Lomé ou Tema. Les transporteurs, les commerçants de Malanville, les transitaires : tous en détresse financière.

Ensuite le pipeline. Agadem-Sèmè, près de 2 000 kilomètres de tuyau construit par la CNPC chinoise. Le brut coule déjà depuis août 2024, 14 millions de barils exportés malgré la frontière fermée. Ce que le Niger a renégocié avec Pékin le 18 mai, ce sont les termes : 45 % de WAPCO, tarif de transit abaissé de 27 à 15 dollars le baril. Le Bénin a nommé Romaric Ogouwale aux Mines et à l'Énergie le 5 juin. Le comité des quinze jours

doit fournir le prétexte politique pour rouvrir la frontière terrestre. Le pétrole, lui, n'a pas attendu.

Et puis il y a le nord. L'Alibori. Ligne de front. Les massacres de nos soldats par le JNIM, 54 morts en avril 2025 et quinze le 4 mars dernier, rappellent que les frontières s'effacent devant les balles. Le Niger et le Burkina combattent ce monstre depuis une décennie. La nomination de Rachidi Gbadamassi, leader du Nord, comme ministre-conseiller à la Défense le 5 juin, n'est pas un symbole. C'est un cri.

# À Malanville comme à Niamey, personne n'a oublié les menaces de la CEDEAO. La course de Wadagni n'avait rien d'une tournée d'apparat.

MALANVILLE · MARCHÉS · MÉMOIRE

## Le rire jaune et l'expédition de réparation

À Cotonou, à Niamey, sur les marchés comme chez les transporteurs bloqués à la frontière, le rire est jaune. Personne n'a oublié les discours va-t-en-guerre de l'ère Talon ni les menaces d'intervention militaire de la CEDEAO. Voir aujourd'hui les diplomaties essayer de recoller les morceaux, c'est le constat humiliant que personne ne peut survivre seul dans cette région.

La course de Wadagni, Nigeria, Niger, Burkina, Togo, Côte d'Ivoire en 96 heures, n'avait rien d'une tournée d'apparat. C'était une expédition de réparation. Une mission obligatoire qui se faisait trop attendre. L'ère Talon pouvait se payer le luxe de l'orgueil et de la rupture. Wadagni, avec le front Nord et les caisses du port qui s'asphyxient, sait qu'il doit plier. Ou le pays rompt.



# Pendant que Wadagni serre des mains à Abidjan, Tiani signe à Ankara. Et le vrai patron n'apparaît sur aucune photo.

ANKARA · ABIDJAN · 4 JUIN 2026

## Ankara, Abidjan, et le joueur qu'on ne filme pas

Le jour même où Wadagni achevait sa boucle à Abidjan, le général Tiani atterrissait à Ankara pour signer quatre accords de coopération militaire et commerciale avec Erdogan. Le message à Cotonou est net : l'AES s'ouvre au monde, elle ne dépend pas de ses voisins côtiers. Le Niger a d'autres routes, les drones turcs protègent son ciel, l'argent chinois finance ses infrastructures. Dans ce dialogue, le Bénin est le demandeur.

À Abidjan, Alassane Ouattara a offert le décor chaleureux du palais présidentiel et évoqué un futur sommet sur la réforme du Franc CFA. Mais le vrai maître du temps dans cette pièce n'apparaît sur aucun communiqué. C'est la China National Petroleum Corporation. La CNPC.

C'est elle qui a tracé l'oléoduc. Elle qui a dicté les termes financiers à Niamey le 18 mai. Elle qui attend que son investissement de milliards de dollars s'active. Le protocole des diplomates passe après. Le reste, les accolades sur le tarmac de Ouagadougou et les sourires devant les photographes, est la mise en scène de décisions prises ailleurs, dans des salles où personne ne filme.

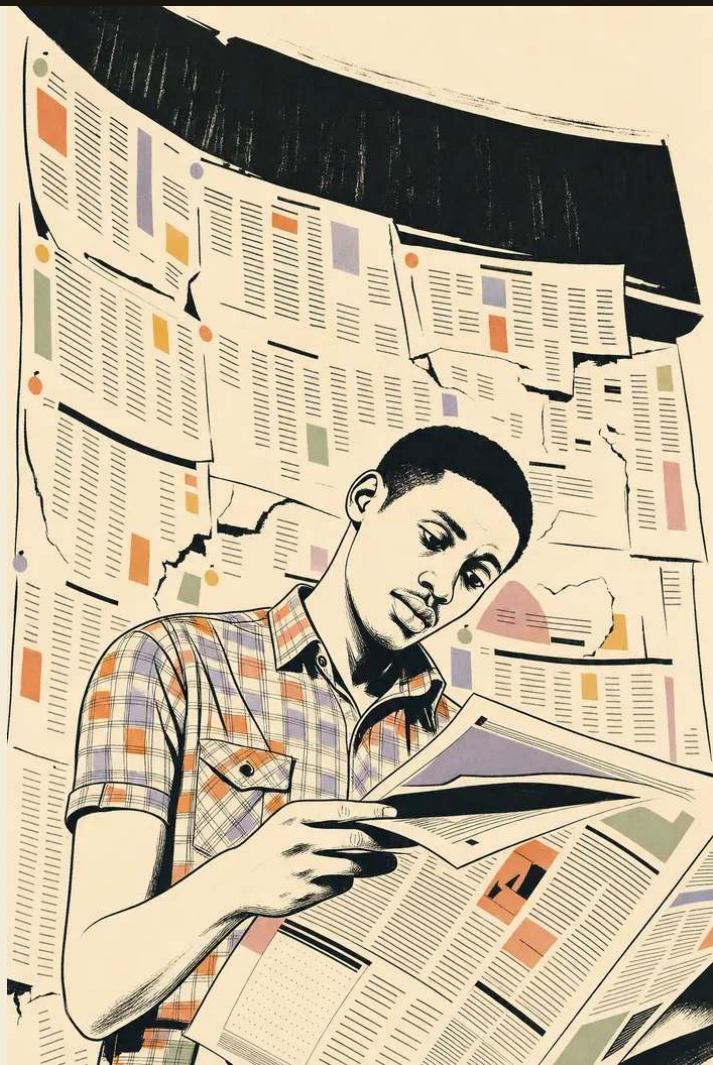
DAKAR · COTONOU · JUIN 2026

## Ce que juin 2026 nous dit

Au terme de cette première semaine de juin, le vernis craque. À Dakar, un président gouverne avec les fantômes du régime déchu pour échapper à sa propre majorité. Il offre au FMI un exécutif isolé, parfait pour imposer une cure d'austérité sans résistance politique. À Cotonou, un comité d'urgence a quinze jours pour rouvrir une frontière que la réalité du terrain rendait intenable.

On s'épuise dans nos capitales à savoir si Faye a surpris Sonko, si le Pastef va bloquer les lois, si Wadagni a réussi son examen de passage régional. Ce sont des débats de surface. Ce que nous ressentons, nous, à chaque crise et à chaque fin de mois, c'est que les cartes sont distribuées ailleurs. Les véritables architectes de notre quotidien s'appellent le FMI, la CNPC, les fonds vautours obligataires et les groupes armés qui grignotent nos frontières au Nord. Nos dirigeants gèrent le service après-vente de crises qu'ils ne maîtrisent pas. Et nos peuples, du marché de la Gueule Tapée aux pistes de Malanville, continuent d'encaisser les coups, des décisions prises loin d'eux par des forces qu'ils n'élisent pas.

*L'information, c'est le pouvoir.*



## TERRES MOUVANTES

Le journal vous arrive directement sur WhatsApp, toutes les deux semaines, gratuit.

**Rejoindre le canal WhatsApp →**